

LE TRAIT D'UNION

JOURNAL D'ECONOMIE SOCIALE

VOL. VII

DU 19 AU 26 SEPTEMBRE 1896

No 2

LE TRAIT D'UNION

JOURNAL HEBDOMADAIRE

Publié dans l'intérêt des classes ouvrières

PRIX D'ABONNEMENT 75 cts. par année.
LE NUMERO Un sou.

URBAIN LAFONTAINE,
Propriétaire.

L'EMIGRATION AU BRÉSIL

L'émigration des Canadiens au Brésil fait, cette semaine, le thème des conversations.

Rien n'était plus navrant que le départ de ces malheureux qui ne se doutent guère de la misérable existence qui les attend sous ce climat tropical.

On a essayé de les détourner de ce voyage, mais sans succès. Quelques-uns seulement ont rebroussé chemin. Les autres, sont partis le cœur gros, les yeux pleins de larmes.

Ils étaient trois cents, ils ne reviendront pas dix. Pauvres gens ! que la misère a conduits à l'état d'esclavage.

La traite des noirs est abolie; la traite des blancs commence. Les premiers ne veulent plus travailler sur les plantations, on embauche les autres. Le trafic est plus difficile, mais on arrive à le faire.

Les agents se présentent dans les endroits où règne le plus de malaise et avec un peu d'argent et de belles promesses, parviennent à décider des centaines d'individus à les suivre.

La Presse a signalé, depuis plusieurs semaines, la présence des agents brésiliens parmi nous. Elle a fait voir les dangers d'une telle émigration. Elle a fait son possible pour enrayer un mouvement dont il est facile de prévoir la fin.

Ces avertissements dans une province où il n'y a que 68 pour cent de la population qui sait lire, ne sont pas suffisants. Il aurait fallu le concours des gouvernements fédéral et provincial, celui des conseils municipaux et celui non moins puissant du clergé.

Aucune de ces corporations n'a fait son devoir.

Le maire de Montréal et quelques citoyens qui ont habité le Brésil ont bien essayé à la dernière heure de faire comprendre à ces déshérités toute la folie de leur entreprise, mais trop tard, les voyageurs ne possédaient plus rien autre chose que leur billet de passage, et il fallait dire adieu à la Patrie.

Ce défaut de centaines de nos compatriotes va-t-il faire ouvrir les yeux à nos gouvernements ?

Le triste spectacle de mardi dernier sera-t-il suffisant pour éclairer les hommes publics sur l'étendue de la misère qui règne non seulement dans les centres industriels de la province de Québec, mais aussi dans nos campagnes ?

Assez de promesses, assez de programmes, assez de belles paroles, assez d'histoires de toutes sortes ; des actes maintenant.

Que le gouvernement local fasse la part plus large à la colonisation, qu'il aide en argent ceux qui veulent aller s'établir sur nos terres des cantons du Nord ou ailleurs.

Que le gouvernement fédéral rogne les crédits de

l'immigration et consacre cet argent à l'encouragement des colons canadiens. Mieux vaut donner cent dollars pour garder un des nôtres ici que d'en dépenser cinquante pour faire venir trois étrangers.

Que les conseils municipaux fassent aussi leur part en procurant du travail aux contribuables qui n'en ont pas. Les travaux à faire ne manquent pas nulle part. Montréal et Québec peuvent donner en quelques jours, s'ils le veulent, de l'ouvrage à des milliers d'ouvriers.

Si l'on ne veut rien faire pour diriger un grand courant de colonisation vers le nord ; si l'on ne veut prendre aucune mesure efficace pour arrêter l'émigration, et si l'on persiste à regarder avec indifférence le chômage, alors qu'on ne vienne plus verser des larmes de crocodiles sur la misère qui règne partout et sur le départ de nos compatriotes pour une terre étrangère.

Le peuple commence à perdre confiance dans les hommes publics. Il s'aperçoit qu'il est trompé. Si on lui promet une chose, on s'empresse de faire le contraire, à preuve le gouvernement d'Ottawa. Pendant la campagne électorale, on promettait d'exercer la plus stricte économie. Arrivés au pouvoir, ces messieurs augmentent de deux millions le chiffre des estimés que leurs prédécesseurs avaient trouvé suffisant.

Le gouvernement de Québec est en panne depuis longtemps. Il reprendra bientôt sa course. Gare aux écueils, la mer est houleuse.

Notre conseil municipal est le plus inactif que l'on ait eu depuis plusieurs années. Nos échevins semblent indifférents à tout ce qui se passe autour d'eux. Pourtant, si nous avons bonne mémoire, aux dernières élections, on promettait de bien belles choses aux électeurs. Ceux qui ont eu occasion de les entendre sont aujourd'hui bien surpris de voir tant d'ouvriers à ne rien faire.

Une telle situation est bien de nature en effet à déconcerter l'esprit public. Il faut de toute nécessité qu'il y ait un changement.

NOS LEGISLATEURS

Le Congrès ouvrier du Canada siège en ce moment à Québec. C'est, paraît-il, la plus importante réunion que l'on ait eue, depuis plusieurs années.

On y discute des questions d'une haute importance pour l'avenir des classes ouvrières. Les débats sont intéressants et se font avec toute la courtoisie qui doit distinguer les membres d'une société ouvrière n'ayant d'autre but que celui de travailler à l'avancement de leurs confrères.

Naturellement, les hommes politiques ont quelque peu fait parler d'eux. Le fait est qu'ils ne sont pas sans reproche. Ils sont vis-à-vis des classes travailleuses d'une indifférence qui autorise, pour ainsi dire, les mécontents à affirmer que rien d'utile ne peut sortir des rouages parlementaires, et que les projets se pourrissent avant d'avoir abouti.

Pourquoi s'obstiner à toujours considérer comme inutiles les réformes que demandent les ouvriers. Ceux-ci, il nous semble, doivent être en position de connaître aussi bien que qui que ce soit ce qui leur est nécessaire pour les mettre sur un pied d'égalité avec les autres classes de la société.

Non, ce qui guide nos législateurs au dessus de tout quand ils prennent contact avec leurs électeurs, c'est plutôt le souci de plaire à ceux desquels dépend leur élection, que de déclarer loyalement et sincèrement ce qu'ils ont l'intention de faire quand ils siégeront à la Chambre.

Entendez-les tous ces hommes politiques, quand ils font leur profession de foi, ils ont l'âme aussi pure de tout péché que leurs intentions sont bonnes, et s'ils n'ont pas, ajoutent-ils, réalisé de grandes choses, c'est la faute au voisin de droite ou de gauche avec lequel ils ne peuvent s'entendre.

Ce qui absorbe surtout leur attention, c'est la lutte du pouvoir, et tout se résume pour eux à connaître la pièce qui fera échec à ceux dont on convoite la place. C'est la comédie parlementaire.

La semaine dernière, les journaux nous apprenaient que les séances de la Chambre étaient mouvementées. Tout le monde parlait ensemble, ni le président ni le premier ministre ne pouvaient maintenir l'ordre. On s'injurait, on portait à tort et à travers toutes sortes d'accusations, et pendant ce temps-là les travaux de la Chambre étaient interrompus.

S'il se fût agi d'une discussion économique, le vide se serait fait sur les bancs. La chose peut paraître étrange, mais elle est vraie. On paraît avoir du mépris pour ces discussions.

Ainsi, en matière de lois du travail, si nos honorables députés ont souvent déclaré dans les assemblées publiques être pleins de sollicitude pour les ouvriers, en réalité, ils ont toujours montré le plus mauvais esprit pour tout ce qui intéresse les réformes devant améliorer leur situation : témoin la loi des bureaux de statistiques que l'on refuse de mettre en vigueur, et plusieurs autres réformes.

Nos législateurs pensent-ils qu'en agissant ainsi ils servent la bonne cause ? Ils réussissent à accréditer cette opinion parmi les salariés de tout ordre : qu'il n'y a de salut que dans la violence.

A L'HOTEL DE VILLE

Nous extrayons d'un article de *La Presse*, les lignes qui suivent :

"On dirait que quelqu'un, à l'hôtel de ville, échevin ou chef de service, a résolu de pousser à bout notre population travaillante, au risque de provoquer des troubles, et avec la certitude de faire souffrir de la faim et du froid des centaines de familles ouvrières."

Le confrère a raison. Il y a de la négligence chez quelques principaux fonctionnaires de l'hôtel de ville. Nous en avons eu la preuve à une récente réunion du conseil municipal.

L'échevin Rainville ne s'est pas gêné pour dire au surintendant de la voirie qu'on ne pouvait jamais le trouver à son bureau. Nous ne savons pas jusqu'à quel point ce reproche est mérité, ni jusqu'à quel degré de sincérité il est fait ; mais toujours est-il que, grâce à l'absence ou à l'inattention de M. St. George, la compagnie Bell s'est moquée du Conseil, a bouleversé les rues et fait faire les travaux qu'elle a voulu.

Dans tous les cas, si M. St. George suit régulièrement son bureau, il n'est pas très expéditif. Il y a beaucoup de travaux à faire dans les rues de la ville et rien ne commence. On attend des instructions.